

BURUNDI, D'OU VIENS-TU ? OU VAS-TU ?

Message des Evêques Catholiques du Burundi aux Chrétiens et à tous les Burundi

Traduction non officielle

Chers fidèles et vous chers compatriotes,

Nous, les Evêques Catholiques du Burundi, nous vous souhaitons la paix qui vient du Dieu Vivant, source d'amour et de tout désir de vrai développement intégral de la personne humaine.

Nous venons vous adresser un message d'espérance, tout en vous exprimant notre vive préoccupation face à l'avenir de notre Patrie. Nous voulons vous adresser une parole d'exhortation et d'encouragement.

Avec tous les Burundais, nous saluons avec espoir le retour dans la mère-patrie des dirigeants du PALIPEHUTU-FNL et la reprise des négociations entre ce mouvement et le Gouvernement. Nous osons espérer que nous allons finalement sortir de cette longue crise que le pays connaît depuis plus de 40 ans. La voie pour une convivance pacifique et le démarrage des actions de développement nous semble à la portée du peuple burundais.

Mais, face aux querelles stériles qui ont paralysé des institutions essentielles de la vie du pays, force nous est de reconnaître que notre Pays tourne en rond comme ne sachant pas où aller. Le moment était plutôt favorable pour que surgissent de vrais patriotes, courageux et perspicaces, pour affronter les multiples défis du moment présent.

En ces temps qui sont les nôtres, les vrais constructeurs de ce monde nouveau doivent être dynamiques et toujours présents aux différents rendez-vous de l'Histoire. Aujourd'hui, aucun pays ne se suffit. Nous vivons dans un monde d'interdépendance. On doit s'ouvrir à cette vision, si on ne veut pas être laissé sur le bord du chemin de cette histoire qui se construit, avec même le risque de disparaître. Notre récente adhésion à la Communauté des Pays de l'Afrique de l'Est doit nous inciter à avoir un esprit compétitif, travailler avec compétence et expertise en vue de notre développement, mais donner aussi notre contribution aux autres pays.

Le moment est venu d'un sursaut de conscience pour éviter tout ce qui pourrait nous faire régresser. Nous devons avancer. Malgré les facteurs de préoccupation et même de crainte que nous observons, il ne manque pas de signes d'espoir sur lesquels fonder notre engagement en vue de lendemains meilleurs. Nous venons vous encourager à baser votre action sur ces signes d'espérance pour pouvoir sortir de la stagnation ou de la régression.

Un aperçu historique

Sans retourner dans le lointain passé, rappelons-nous qu'en 1992 nous avons voté par référendum une Constitution qui consacrait la démocratie fondée sur le multipartisme. En 1993, des élections présidentielles et législatives ont été organisées tel que prévu par la Constitution de 1992.

Malheureusement, à peine après 3 mois de fonctionnement, les institutions issues de ces élections démocratiques ont été déstabilisées par certains membres des forces armées qui ont assassiné le Président de la République élu et certains proches collaborateurs. La tragédie qui a suivi cet assassinat est connue de tous : des massacres et des vengeances de tout genre sur fond de divisions ethniques et d'appartenance politique. Que de morts ! Que de réfugiés ! Que de déplacés !

Depuis lors, dans presque tout le pays, la suspicion, les antagonismes de tout genre étaient devenus comme une règle de vie. Certains ont jeté le tort sur le système démocratique qui venait à peine de naître, tandis que d'autres, furieux parce que le régime élu démocratiquement allait être supprimé, en sont venus à prendre les armes et une guerre civile s'en est suivie et nous n'en sommes pas encore sortis. Au même moment, le pays s'est disloqué et le peuple est devenu comme des brebis sans pasteurs.

Mais Dieu riche en miséricorde a suscité quelques personnalités qui ont contribué à mettre autour d'une même table des responsables politiques rescapés et des politiciens d'autres horizons pour tenter de redresser le pays qui était en train de chavirer. La communauté internationale a pu alors donner son concours dans ce processus. C'est **cette dynamique du dialogue et de la négociation** qui a abouti aux Accords d'Arusha pour la paix et la réconciliation en l'an 2000. C'est ce même esprit qui a permis la signature d'autres accords entre le gouvernement burundais et les différents groupes armés.

Les accords d'Arusha ont donné naissance à la Constitution de 2005. De nouvelles élections démocratiques ont pu être organisées en 2005. Il est clair que c'est grâce au dialogue et à la négociation que la démocratie a pu reprendre son parcours comme les Barundi le souhaitent. Il va de soi donc que nous devons toujours privilégier le dialogue quand surgissent des problèmes quels qu'ils soient. Nous devons rester conscients que c'est un chemin ardu, mais c'est le seul qui donne des fruits durables. Même face aux problèmes de l'heure, il n'y a pas d'autre voie qui puisse faire aboutir à réaliser les aspirations profondes de notre pays.

Des signes d'espoir

- Le premier signe est précisément le fait que les Barundi ont opté pour le dialogue et la négociation qui ont fait leurs preuves dans la mise sur pied des institutions démocratiques jusqu'à ce jour.
- Deuxièmement, même si tout n'est pas parfait, nous apprécions le fait que cela va faire trois ans que les institutions issues des élections de 2005 sont encore là ; alors que dans le passé, aucun régime élu n'a connu une telle longévité.
- Troisièmement, mentionnons le retour au pays des dirigeants du PALIPEHUTU-FNL et la reprise des négociations avec le Gouvernement dans un bon climat.
- Quatrième signe, en général les Barundi ont acquis une certaine liberté d'expression et osent dire ce qu'ils pensent de leur vie sociale et politique, même si nous déplorons les cas d'atteinte à cette liberté.
- Cinquième signe : beaucoup d'indices montrent que les antagonismes et les divisions ethniques sont en train d'être dépassés. Petit à petit les gens s'habituent à reconnaître leurs différences sans que cela soit source d'opposition ou de violence. La persistance de quelques cas de division, ça et là, ne contredit pas ce constat.
- Sixième signe : dans différentes associations d'auto-développement on insiste sur ce volet de paix et réconciliation. Nous devons apprécier et encourager les différentes initiatives qui concourent à renforcer les capacités des gens dans la guérison des

mémoires et des cœurs traumatisés et dans la résolution pacifique des conflits. Certaines associations forment leurs membres à être attentifs et porter un jugement critique sur les promesses faites aux populations pour voir si ces promesses sont mises en pratique.

- Huitième signe : certaines mesures sociales prises par le Gouvernement, malgré les difficultés dans leur mise en application, sont aussi à signaler. Nous voulons nommer entre autres la mesure de la gratuité de la scolarisation à l'école primaire qui permet à tous les enfants de jouir du droit à l'instruction.
- Neuvième signe : l'engagement évident des pays de la sous-région et de la communauté internationale à soutenir le Burundi à retrouver la paix et la stabilité en vue d'un développement véritable.

Malgré ces signes d'espoir, nous ne pouvons pas passer sous silence notre préoccupation et nos craintes quand nous entendons et voyons certains méfaits qui se commettent dans le pays.

Les principaux sujets de préoccupation de crainte

- Le premier sujet de préoccupation et de crainte, nous semble-t-il, est que le pays manque de véritables leaders mus par un vrai patriotisme et manifestant réellement un amour sincère de la patrie et le sens du bien commun.
- En deuxième lieu vient le manque d'hommes politiques clairvoyants, pour tracer au pays une vision et un projet de société qui répondent aux meilleures aspirations de la population burundaise. Le spectacle des querelles stériles et interminables où se débat la classe politique burundaise ne fait qu'attiser le désarroi du peuple qui attend plutôt des orientations claires vers le développement. La bonne compétition politique devrait susciter l'émergence de projets de société capables d'enclencher une dynamique de développement. Malheureusement, ce qui est offert à la population ce sont des discussions et querelles dont les objectifs fondamentaux sont les postes juteux à occuper. Ceux qui occupent des postes de responsabilité devraient marquer la différence, par leur engagement et leur compétence, dans le sens d'un saut de qualité qui accroît, au vu du peuple et de la communauté des nations, les raisons d'appréciation positive. Certains veulent s'enrichir en exigeant des pots-de-vin des populations qui recourent à leurs services ou par le détournement des deniers publics qui devraient contribuer à l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population, à travers les projets de développement communautaire. Entre-temps, les conditions de vie des populations se dégradent au jour le jour, ce qui est très regrettable. Cet état de fait peut en partie expliquer les multiples grèves que l'on observe partout ; mais on doit aussi reconnaître que cela contribue au malaise général ressenti dans le pays, tout en freinant l'élan vers le développement.
- En troisième lieu, il y a cet émiettement de presque tous les partis politiques qui ne présentent pas de projets de société capables de susciter une véritable dynamique de développement. Dans les partis dits d'opposition, on a l'impression que ceux qui sont avides du pouvoir et d'un enrichissement rapide sont les plus écoutés. Cette situation qui prévaut à l'intérieur des partis se retrouve dans certaines institutions du pays. On a l'impression que les partis donnent le ton et que ces instances répercutent la chanson. Tout cela fait penser à l'histoire biblique de la tour de Babel où les constructeurs, n'ayant plus le même langage, ont dû arrêter le chantier.
- Quatrièmement, nous constatons que les intérêts individuels et des partis politiques priment sur les intérêts de la nation et du bien commun. On ne peut pas ne pas déplorer que certains hommes politiques, élus pour servir la nation, en arrivent à

bloquer tout effort ou projet bénéfique pour le pays, tout simplement parce qu'ils ne recherchent que leurs propres intérêts.

- Cinquièmement, nous attirons l'attention de tous pour que les négociations en cours entre le Gouvernement et le PALIPEHUTU-FNL ne traînent pas trop en longueur avec le risque de retour en arrière si les protagonistes ne privilégient pas le bien de toute la Nation ou s'ils ne respectent pas la parole donnée à travers les accords signés.
- Sixièmement, dans certaines instances de l'administration et de la sécurité, on signale des cas de violence, au lieu de fonder leur action sur le respect de la loi, le dialogue et l'équité. Il est regrettable de constater que ceux qui devraient faire respecter la loi sont les premiers à l'enfreindre en exigeant des pots-de-vin, en infligeant des traitements inhumains à ceux qu'ils devraient protéger, en faisant traîner les procès ou en rendant des jugements injustes.
- Septièmement, le programme de désarmement de la population semble arrêté alors que ces armes font des victimes ici et là dans le pays.
- Huitièmement, la façon dont le programme de démobilisation des ex-combattants est en train d'être mené et son accueil dans l'opinion posent problème.
- Neuvièmement, la résurgence du régionalisme fait que des fonctionnaires de l'Etat ou des organisations non gouvernementales sont chassés des communes ou des provinces où ils travaillent, tout simplement parce qu'ils ne sont pas natifs de ces contrées, communes ou provinces.
- Dixièmement, on signale ça et là que pour postuler à un poste de travail ou à une fonction on doit d'abord décliner son ethnie, ses origines, son parti ou même sa religion.
- Onzièmement, c'est la misère et les souffrances dans lesquelles se débat une grande majorité de la population. Au vu de cette situation aggravée par la démographie galopante, si rien n'est fait pour accroître le revenu national, il y a lieu de craindre le pire pour l'avenir de ce pays. Certaines attitudes et certains comportements d'une partie de la population sont aussi source de grande préoccupation. Certains font preuve d'inconscience ou d'irresponsabilité en se désintéressant de la vie du pays et en laissant tout cela aux seuls intellectuels. D'autres se laissent balloter par le vent. D'autres n'ont aucun désir de sortir du sous-développement. Il y en a qui sont prisonniers de leur appartenance politique jusqu'à ne plus voir le bien qui se fait chez leurs adversaires politiques.
- Douzièmement, c'est le phénomène tragique des violences faites aux femmes et aux jeunes filles par des hommes, mais aussi aux petits garçons par des femmes.
- Treizièmement, c'est la délinquance juvénile qui favorise la paresse et le désœuvrement et jette ces jeunes dans la prostitution et la consommation de stupéfiants.

Face à ce triste tableau, nous tous les Barundi, grands et petits, hommes politiques au pouvoir et en quête du pouvoir, nous sommes concernés et nous devons réagir avant qu'il ne soit trop tard.

Permettez-nous alors de vous donner quelques conseils

Aux dirigeants de notre pays

- En adoptant par référendum la Constitution rédigée dans l'esprit des Accords d'Arusha, les Barundi ont montré au grand jour leur refus de la guerre et de l'usage de

la violence. Ils ont ainsi voulu mettre en avant la voie du dialogue et de la concertation dans la recherche des solutions aux problèmes du pays. Nous vous prions de respecter et de faire respecter cette démarche.

- Nous nous réjouissons que vous affirmiez tout haut et constamment que votre honneur et votre devoir de diriger ce pays vous ont été accordés par les Barundi qui vous ont élus. Puissiez-vous agir en conséquence pour le bien de tous ceux qui ont voté pour vous et pour ceux qui ne vous ont pas accordé leurs suffrages. Nous les Barundi en général nous voulons la paix dans justice. Nous avons déjà clairement manifesté le désir d'une démocratie véritable et équitable pour les grands comme pour les petits, chacun trouvant sa place dans la société et sa part dans la gestion de son pays, dans le respect, avec des possibilités de se développer dignement.

Nos regards sont tournés vers vous pour nous indiquer les voies les meilleures de consolider cette démocratie et des projets concrets à réaliser. Evitez tout ce qui peut nous faire reculer ; au contraire, mettez en avant des comportements et des actions qui nous affermissent dans cet esprit démocratique. Il n'est pas normal de rester sur place au point qu'il n'y ait plus de gens qui voient loin pour montrer aux autres la route à suivre et la manière de nous faire parvenir à une paix durable et au développement réel.

- La véritable démocratie est fondée sur la séparation des trois pouvoirs indépendants l'un de l'autre mais complémentaires, à savoir : le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. Respectez cette séparation et cette indépendance ; faites grandir cette démocratie dans notre pays.
- La démocratie n'est pas synonyme de non respect de la loi, de soulèvement et de liberté irresponsable. C'est pourquoi nous vous demandons que, forts du pouvoir que vous accordent la Constitution et les autres lois, vous luttiez contre le désordre, vous assuriez la sécurité pour tous, mais dans le respect du dialogue et dans la légalité.
- Puisque nous nous approchons des échéances électorales de 2010, nous souhaitons que soit mise sur pied le plus tôt possible la Commission Nationale Electorale Indépendante permanente.
- Les personnes de l'opposition politique ne sont pas des ennemis à abattre ; considérez-les comme vos concitoyens ayant droit de regard sur votre action pour voir si vous mettez en pratique vos promesses de la campagne électorale. L'opposition demeure en compétition avec vous pour imaginer et élaborer de meilleurs projets de société. Ne vous réjouissez donc pas des divisions et des querelles surgissant dans les rangs de l'opposition. La démarche démocratique comporte le jeu compétitif de partis forts et actifs. C'est la raison pour laquelle nous nous adressons aussi à l'opposition.

Aux hommes politiques de l'opposition

- A vous hommes politiques de l'opposition, nous demandons de ne pas vouloir accéder au pouvoir par un comportement malsain d'avidité et de cupidité, mais d'y arriver en mettant en avant l'intérêt du pays.

- N'appellez pas « mal » ce qui est « bien » du simple fait qu'il est dit ou accompli par ceux qui sont au pouvoir ou par ceux de vos concurrents. N'ajoutez pas le mal au mal. Ne raisonnez pas comme les jaloux et les envieux qui disent : autant perdre tous.
- Soyez compétitifs en voyant plus loin et en fixant des orientations claires et précises menant le pays à une vie de société meilleure.

Aux membres de l'Assemblée Nationale et du Sénat

- A vous les membres de l'Assemblée Nationale et du Sénat, même si vous êtes entrés dans ces institutions par le canal des différents partis politiques auxquels vous appartenez, vous représentez tout le peuple depuis votre élection.
- Ne recherchez pas vos seuls intérêts personnels ou les seuls intérêts de vos partis : mettez en avant l'intérêt du bien commun.
- Rappelez-vous toujours que la démocratie s'édifie par des lois qui sortent de vos rangs, parce que c'est vous qui représentez le peuple. N'entachez pas votre honneur en ne faisant rien pendant des jours et des jours, alors que le pays a besoin de lois pour avancer.
- Cessez vos palabres et vos croche-pieds interminables. Orientez le pays dans la bonne direction à travers une juste législation pour le bien de tous.

Aux membres de la magistrature et des corps de sécurité

A vous les magistrats et les membres des corps de sécurité, sachez que la démocratie ne peut exister dans un pays, si elle n'est soutenue par le respect de la justice pour tous.

- Nous vous demandons de vous conformer à la loi qui régit votre fonction et de traiter avec rapidité les dossiers des justiciables sans exiger de pots-de-vin.
- Maintenant que nous sommes dans la pratique du processus démocratique chèrement acquis, que plus personne ne soit injustement poursuivi et condamné ; qu'aucun procès ne traîne plus en longueur.
- Prenez à cœur que personne ne doit être puni sans avoir été jugé et condamné conformément à la loi, et que même un condamné garde sa dignité d'être humain, d'où l'interdiction de le torturer.

Aux simples citoyens

A vous simples citoyens, nous voulons dire et rappeler que la démocratie ne peut être une réalité si elle ne constitue pas le souci de tout le peuple.

- Intéressez-vous à la politique et à la bonne gestion de votre pays. Ne soyez pas des insouciantes en disant que cela ne vous regarde pas. Réclamez les dividendes du processus démocratique pour lequel vous vous êtes battus, avec la ferme volonté de consolider l'unité et la paix.
- Sachez distinguer le bon grain de l'ivraie en réfléchissant bien ; au moment où les candidats aux élections sollicitent vos suffrages, mesurez bien le pour et le contre de votre vote, en décelant la malice des langues alléchantes mais sans contenu de bien véritable pour vous.

Aux expatriés et au concert des nations

Aux expatriés et aux nations qui aiment notre pays, nous disons que la voie du dialogue et de la concertation menant à ce processus démocratique que nous essayons d'affermir est aussi le fruit de votre apport. Nous vous en remercions.

- Ne vous laissez pas de nous aider, continuez plutôt à nous soutenir davantage.
- Cependant, en apportant votre concours, évitez de nous contraindre à gouverner avec des méthodes contraires à celles que les Burundi ont adoptées.

Aux personnes avec lesquelles nous partageons la foi en Jésus-Christ

Chers frères et soeurs avec qui nous partageons la foi en Jésus-Christ, notre foi doit réveiller en nous la ferme volonté d'asseoir la charité et la paix dans nos communautés, mais aussi de travailler pour l'organisation et l'exercice d'une bonne gouvernance pour le bien de tous. Rappelons-nous d'ailleurs que nous sommes tous frères (cf. Mt 23,8).

- La contribution la meilleure que nous devons donner à notre pays, c'est la lumière de la Parole de Dieu et la prière. Ayons à l'esprit cependant que ceux qui entreront dans le Royaume de Dieu ne sont pas ceux qui se contentent de dire : Seigneur, Seigneur, mais bien ceux qui font la volonté de Dieu (cf. Mt 7,21). Evitons donc des formes de prière qui pourraient nous distraire et nous amener à nous contenter des beaux chants et des belles danses sans plus, de sorte que nous n'éprouvions aucun remords devant la souffrance et la misère dans lesquelles vit la grande majorité de la population.
- Donner à César ce qui lui appartient et à Dieu ce qui lui revient (cf. Mc 12,17) ne veut pas dire se désintéresser de la vie politique de notre pays ; au contraire, c'est mettre au-dessus de tout la dignité de la personne humaine, en luttant contre tout ce qui conduirait l'homme à n'être qu'un valet du pouvoir ou d'un parti quelconque.
- Il est grand temps de nous mettre à la connaissance de l'enseignement de l'Eglise en matière sociale et politique pour être le levain de la démocratie véritable et du développement intégral.
- Fidèles chrétiens oeuvrant dans les organes du pouvoir ou des partis politiques, soyez convaincus que la mesure de votre action doit être l'enseignement de la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ ; ainsi, le mensonge en politique, le non respect de la loi, les pots-de-vin et les détournements des deniers publics régresseront et pourront même disparaître rapidement dans notre pays.

Conclusion

Chers chrétiens, vous tous Burundais, et vous tous qui souhaitez la paix à notre pays,

Nous, les Evêques catholiques, avons voulu vous prodiguer nos conseils en nous adressant à tous les groupes de personnes auxquels vous appartenez, mais cela est impossible. Nous espérons néanmoins que chacun d'entre vous pourra y déceler une parole qui l'interpelle. Vous avez tous compris ce que nous visons. Nous voulons que tous nos frères Burundi sachent que nous ne devons pas tomber dans le désespoir ; au contraire, nous devons rester fermes dans l'espérance de lendemains meilleurs, même si dans notre pays des raisons d'être inquiets et d'avoir peur ne manquent pas.

La démocratie pour laquelle nous avons opté ne peut être une réalité totale en une année ou deux, même si nous ne sortions tout récemment d'une longue crise fratricide que nous connaissons tous. Tous, dirigeants et dirigés, hommes politiques ou non, fonctionnaires de l'Etat et hommes d'affaires, élite intellectuelle et simples citoyens, nous avons besoin d'un temps assez long pour comprendre et mettre en pratique cette démocratie. Mais il faut un bon départ. Levons-nous tous comme un seul homme partout où nous sommes, dans toutes les institutions et tous les organes de l'Etat, dans tous les secteurs de la société, pour concrétiser le **dialogue et la concertation** qui nous ont fait sortir du gouffre, en vue d'édifier une nation respectueuse de la dignité de la personne humaine et régie par des lois justes pour le bien de tous.

Et nous, les Evêques catholiques, nous vous confions à Jésus-Christ vainqueur du mal et de la mort. Que la Vierge Marie, Reine de la Paix, intercède pour nous, afin que nous ayons la paix et vivions dans la concorde.

Que Dieu vous bénisse.

Fait à Ngozi, le 12 juin 2008

Les Evêques Catholiques du Burundi

- ✠ Evariste NGOYAGOYE, Archevêque de Bujumbura
et Président de la CECAB
- ✠ Gervais BANSIMIYUBUSA, Evêque de Ngozi
et Vice-Président de la CECAB
- ✠ Simon NTAMWANA, Archevêque de Gitegà
- ✠ Joseph NDUHIRUBUSA, Evêque de Ruyigi
- ✠ Jean NTAGWARARA, Evêque de Bubanza
- ✠ Joachim NTAHONDEREYE, Evêque de Muyinga
- ✠ Venant BACINONI, Evêque de Bururi